

02.3451

Motion Favre Charles.**Verwendung
der veräusserten Goldreserven****Motion Favre Charles.****Utilisation
des réserves d'or mises en vente**

Einreichungsdatum 23.09.02

Date de dépôt 23.09.02

Nationalrat/Conseil national 08.06.04

Le président (Maitre Jean-Philippe, premier vice-président): Le Conseil fédéral propose de rejeter la motion. La commission propose là aussi de rejeter la motion.

Abgelehnt – Rejeté

03.049

Nationalbankgold.**Verwendung.****Nationalbankgewinne für die AHV.****Volksinitiative****Or de la Banque nationale.****Utilisation. Bénéfices****de la Banque nationale pour l'AVS.****Initiative populaire***Fortsetzung – Suite*

Botschaft des Bundesrates 20.08.03 (BBl 2003 6133)

Message du Conseil fédéral 20.08.03 (FF 2003 5597)

Nationalrat/Conseil national 01.03.04 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)

Nationalrat/Conseil national 08.06.04 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 08.06.04 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 09.06.04 (Fortsetzung – Suite)

Le président (Maitre Jean-Philippe, premier vice-président): Nous passons maintenant à l'initiative populaire.

Kaufmann Hans (V, ZH), für die Kommission: Ich habe heute Morgen in der Einführung zu den insgesamt 13 Vorlagen zu den Goldreserven das Wesentliche eigentlich bereits gesagt. Bei der Volksinitiative, die vom «Komitee sichere AHV» am 9. Oktober 2002 mit 116 000 Unterschriften eingereicht wurde, geht es eben nicht um die überschüssigen Goldreserven, sondern um die künftigen und periodisch anfallenden Erträge der Nationalbank. Die Initiative schlägt vor, den geltenden Verteilschlüssel – Bund ein Drittel, Kantone zwei Drittel – zu ändern und den Reingewinn der Nationalbank künftig an den AHV-Fonds auszuschütten. Vorbehalten wären gemäss der Initiative vorerst 1 Milliarde Franken für die Kantone, wobei dieser Betrag dann noch an die Inflation gekoppelt werden kann.

Der Bundesrat empfiehlt die Initiative zur Ablehnung – vor allem deshalb, weil mit ihr die finanzielle Sicherstellung der AHV eben nicht gewährleistet ist und weil sie zudem die verfassungsmässige Unabhängigkeit der Notenbank gefährden könnte. Die Initianten gehen gemäss ihren Ausführungen in der Kommission von wesentlich höheren Anlageerträgen aus, als sie in der Vergangenheit erzielt wurden.

Ihre Kommission teilte die Bedenken des Bundesrates nur teilweise, lehnte aber die Initiative mit 14 zu 6 Stimmen bei 2 Enthaltungen ebenfalls ab, vor allem deshalb, weil sie Ihnen eben selber einen Gegenvorschlag unterbreiten will. Diesen Gegenvorschlag, der mit 13 zu 9 Stimmen angenommen wurde, möchte ich Ihnen nun kurz erläutern.

Ihre Kommission schlägt Ihnen vor, die Gewinnausschüttung je zur Hälfte dem Ausgleichsfonds der AHV und den Kantonen zukommen zu lassen. Dieser Vorschlag – wie auch die Volksinitiative – hätte erhebliche finanzielle Auswirkungen auf den Bundeshaushalt und auf die Kantone: Der Bund ginge der Ausschüttung von heute rund 833 Millionen Franken jährlich verlustig; die Kantone erhielten zwar mit dem Gegenvorschlag 417 Millionen Franken weniger, aber sie erhielten immer noch 1,25 Milliarden Franken, vorausgesetzt, dass sich die verteilten Gewinne weiterhin auf rund 2,5 Milliarden Franken im Jahr belaufen. Wenn diese Gewinne ab 2013 tatsächlich auf 1 Milliarde Franken zurückgehen, wie heute gesagt worden ist, ist der Betrag entsprechend tiefer; aber die Initianten sehen auch die Möglichkeit, dass die Gewinne wesentlich höher ausfallen.

Mit der Kosa-Initiative würde der Bund ebenfalls leer ausgehen, d. h., er würde die 833 Millionen Franken, die er heute erhält, eben nicht mehr erhalten. Die Kantone erhielten einen Fixbetrag – 1 Milliarde Franken plus Anpassung an die Inflation –, der Rest entfiel dann auf die AHV. Das wären nach der heutigen Rechnung eben 1,5 Milliarden Franken oder rund 5 Prozent der jährlichen Einnahmen der AHV. Auch der Kommission ist klar, dass mit diesen 5 Prozent die längerfristigen Finanzierungsbedürfnisse der AHV nicht gedeckt werden, aber immerhin sind 5 Prozent nicht nichts.

Der Bundesrat lehnt auch den Gegenvorschlag der Kommissionmehrheit ab, weil er weiterhin die Unabhängigkeit der Nationalbank gefährdet sieht. Aber es sind natürlich vor allem auch die Mindereinnahmen von 833 Millionen Franken, die ihm Sorgen bereiten; wir haben es vorhin bereits von unserem Finanzminister gehört.

Wichtig ist noch zu wissen, dass der Präsident des Initiativkomitees, Kollege Rechsteiner-Basel, in Aussicht gestellt hat, die Initiative allenfalls zurückzuziehen, wenn der Gegenvorschlag in der von der Kommissionmehrheit gutgeheissenen Form in beiden Räten angenommen wird.

Die Kommissionmehrheit beantragt Ihnen, auf die Vorlage 2 einzutreten – auf die Volksinitiative müssen wir ja obligatorisch eintreten –, die Volksinitiative Volk und Ständen zur Ablehnung zu empfehlen und den Gegenvorschlag anzunehmen. Mit dieser Vorgabe ist es logisch, dass dann bei der Stichfrage der Gegenvorschlag der Volksinitiative vorzuziehen ist.

Rennwald Jean-Claude (S, JU), pour la commission: Après avoir examiné et approuvé l'arrêté fédéral concernant l'utilisation de 1300 tonnes d'or de la Banque nationale suisse, nous voici donc confrontés à une thématique proche avec l'examen de l'initiative populaire «Bénéfices de la Banque nationale pour l'AVS», et du contre-projet que lui oppose la majorité de la commission.

Contrairement à la disposition transitoire qui vise les avoirs de la BNS, générés dans le passé et dont la distribution est rendue possible en raison de l'adaptation du droit monétaire, l'initiative populaire «Bénéfices de la Banque nationale pour l'AVS», appelée aussi initiative COSA (Comité pour la sécurité AVS), s'applique aux revenus futurs et périodiques de la BNS. L'initiative propose de modifier la clé de répartition actuelle, telle qu'elle est fixée à l'article 99 alinéa 4 de la Constitution fédérale. Cette disposition prévoit que les bénéfices de la BNS doivent être versés à raison d'un tiers à la Confédération et de deux tiers aux cantons. Aujourd'hui, la BNS reverse 2,5 milliards de francs à raison donc d'un tiers à l'Etat central et de deux tiers aux cantons. L'initiative demande, pour sa part, que les bénéfices de la BNS soient désormais versés au fonds de l'AVS/AI, sauf une part annuelle de 1 milliard de francs qui reviendrait aux cantons. Par cette modification de la clé de répartition des bénéfices, les auteurs de l'initiative visent à contribuer au financement de l'AVS.

Tout en reconnaissant le bien-fondé de l'initiative, à savoir la garantie du financement de l'AVS, le Conseil fédéral n'en demande pas moins son rejet, car elle ne permettra pas, selon lui, d'obtenir l'effet escompté, à savoir l'assainissement à

long terme de l'AVS, et qu'elle permettrait tout au plus de reporter de quelques années l'augmentation du taux de la TVA en faveur de l'AVS. Ce à quoi les auteurs de l'initiative rétorquent que leur démarche vise notamment à empêcher toute réduction des prestations de l'AVS et qu'en l'espace de dix ans, de 1990 à 1999, les réserves de la BNS ont augmenté d'environ 20 milliards de francs au-dessus du niveau approprié.

Tout en comprenant partiellement l'argumentation du Conseil fédéral, la majorité de la commission a fait un pas en direction des promoteurs de l'initiative, puisqu'elle a décidé de lui opposer un contre-projet aux termes duquel la moitié de cet argent irait à l'AVS et l'autre moitié aux cantons. Plus précisément encore, le contre-projet prévoit que le bénéfice net de la BNS serait transféré chaque année dans un fonds juridiquement indépendant, constitué par le Conseil fédéral par voie d'ordonnance. Le fonds verserait le bénéfice net à parts égales au fonds de compensation de l'AVS/AI, ainsi qu'aux cantons. Le fonds devrait en outre veiller à distribuer un montant constant sur plusieurs années.

En conclusion, dans ce cas comme dans celui de l'utilisation des réserves d'or, il apparaît que la solution retenue par la majorité de la commission est la seule qui soit politiquement praticable et je vous invite par conséquent à la soutenir. Par souci de transparence, j'ajoute toutefois que je suis personnellement favorable à l'initiative populaire.

Menétrey-Savary Anne-Catherine (G, VD): Après les rumeurs et les grondements provoqués par les convoitises suscitées par les tonnes d'or excédentaires de la Banque nationale suisse, le débat pourrait peut-être s'apaiser un peu avec la question des bénéfices ordinaires, encore qu'un ordinaire à 2 ou 3 milliards de francs donne aussi de quoi s'agiter.

La problématique ici est différente. Quand on reçoit un cadeau exceptionnel, on trouve toujours stupide de le laisser se perdre dans les vicissitudes du quotidien. On veut que cela dure, que cela reste; on veut quelque chose de visible, de fort, de symbolique. C'est pourquoi les Verts voulaient la solidarité, la jeunesse, l'avenir plutôt que les aînés. Vous avez déjà entendu tout cela.

Il en va tout autrement des bénéfices annuels de la Banque nationale que l'initiative populaire propose de consacrer à l'AVS, sauf 1 milliard de francs pour les cantons. Avec cette initiative, le souci d'assurer la pérennité du premier pilier de la prévoyance vieillesse, à laquelle la population est farouchement attachée, se double aussi d'une exigence de transparence à l'égard de la Banque nationale. Jusqu'ici, la manière dont la Banque nationale a fixé le montant de ses bénéfices est opaque, peut-être même arbitraire. Le bénéfice se négocie en fonction de critères ou d'opportunités qui échappent à la grande sagesse du Parlement! – ou disons plus modestement: «au contrôle démocratique»!

Pendant des années, en effet, la Banque nationale a pratiqué une politique d'accumulation de ses fonds propres, ne désignant comme bénéfices réels que la portion congrue de ses recettes; ceci, semble-t-il, au mépris des dispositions légales. Comme l'indique le message du Conseil fédéral, à la page 5623, ce sont 600 millions de francs qui ont été distribués en 1991, puis 1,5 milliard de francs en 1998, puis 2,5 milliards de francs dès 2002. Or, ces augmentations ne sont pas dues seulement à l'accroissement des revenus, mais à la correction d'estimations trop prudentes ou à un excès de provisions. Dans ces conditions, rien n'indique que la progression devrait s'arrêter là. Le comité d'initiative, pour sa part, table sur 3 milliards de francs.

Ni l'initiative populaire ni le contre-projet ne précisent comment le bénéfice doit être déterminé, mais la nouvelle loi sur la Banque nationale l'a fait et les textes que nous discutons ici représentent une opportunité bienvenue d'assurer au moins une meilleure transparence dans la répartition des montants. De plus, dans l'hypothèse du contre-projet, la création d'un fonds indépendant garantirait une meilleure régularité dans la répartition par moitié en faveur de l'AVS.

Si les Verts ont soutenu le lancement de l'initiative populaire, si je suis personnellement membre du comité d'initiative, c'est notamment parce que cette initiative a été lancée à un moment où un alarmisme exacerbé tendait à faire croire aux citoyens que l'AVS était en péril. De ce point de vue, la situation n'a d'ailleurs pas changé. Que de discours, que d'articles pour dire l'inquiétude des jeunes redoutant de devoir payer toute leur vie, sans être sûrs de pouvoir toucher leur rente une fois l'âge venu! Nous avions aussi une autre crainte, dont le refus de la 11e révision de l'AVS le 16 mai dernier nous a peut-être provisoirement délivrés, celle que le manque de volonté de trouver de nouvelles recettes provoque une réduction des rentes, notamment au détriment des femmes, en particulier avec la hausse de l'âge de la retraite. Pour sortir de la dramatisation excessive de l'AVS, les Verts estiment important de montrer que plusieurs sources de financement sont possibles. Les Verts, eux-mêmes, ont apporté leur contribution à la recherche de solutions par leur initiative populaire «pour garantir l'AVS – taxer l'énergie et non le travail!». Ils entendent persister dans la voie de la fiscalité écologique, mais ils approuvent également d'autres solutions, dont celles apportées par l'initiative populaire. La sécurité du financement nécessite, probablement, dans les perspectives actuelles, une multiplicité de sources de financement.

Ce sont les raisons pour lesquelles le groupe des Verts vous engage à donner suite à l'initiative populaire ou, à défaut, d'adopter le contre-projet.

Rechsteiner Rudolf (S, BS): Ich möchte Ihnen gleich als Erstes ankündigen, dass wir den Antrag der Minderheit I zurückziehen. Wir halten den Gegenvorschlag für eine valable Lösung und möchten ihm damit zu einer Mehrheit verhalten. Herr Bundesrat Merz hat hier wiederholt den Standpunkt vertreten, dass die fiskalischen Einbussen bei dieser Lösung für den Bund erheblich seien. Auch die Kantone machen geltend, dass sie Geld verlieren, wenn diese Lösung statuiert wird. Nun möchte ich Sie aber daran erinnern, dass in der Vergangenheit die Ausschüttungen der Nationalbank erheblich viel tiefer waren, als sie im jetzigen Gegenvorschlag statuiert sind. Herr Bundesrat Villiger hat die Nationalbank im Vorfeld des 16. Mai zu einem eigentlichen Selbstbedienungsladen umfunktioniert. Aber jetzt, wo das Steuerpaket abgelehnt worden ist, brauchen die Kantone diese Gegenfinanzierung gar nicht. Auch das Notenmonopol der Kantone ist längst Geschichte, und es ist deshalb richtig, dass wir hier eine neue Lösung für die zusätzlichen Gewinnausschüttungen treffen. Bei der AHV, wo wir ein demographisches Problem und einen zusätzlichen Bedarf an Geld haben, ist dieses Geld am besten aufgehoben.

Ich erinnere Sie daran, dass die Gewinnausschüttungen der Nationalbank bis 1991 jährlich bei 5 Millionen Franken lagen – 5 Millionen, nicht 5 Milliarden! Dann, 1992, begann man das auf 600 Millionen und ab 1998 auf 1 Milliarde Franken zu erhöhen. Diese Milliarde sieht auch die Volksinitiative vor. Aber nach Einreichung der Initiative ist im Bundesrat und bei den Kantonen das «Gewinnausschüttungsfieler» ausgebrochen; man muss von einer richtigen Ausschüttungsorgie reden. Vier Monate nach Einreichung der Volksinitiative wurde die Ausschüttung von 1 Milliarde auf 1,66 Milliarden Franken erhöht, und kurz danach hat der Bundesrat auch die Zinserträge aus dem verkauften Gold noch den Kantonen ausgeschüttet. Die Ausschüttung soll nun 2004 auf 1,9, nächstes Jahr auf 2,1 und 2006 auf fast 2,2 Milliarden Franken erhöht werden.

Ich frage Sie: Ist dieses Geld so richtig aufgehoben? Ich meine: Das ganze Manöver diene dazu, die Kantone im Hinblick auf den 16. Mai zu beruhigen. Das Volk hat gesagt, wir sollten zuerst die offenen Rechnungen zahlen und die AHV finanzieren. Ich bin überzeugt: Diese Volksinitiative und auch der Gegenvorschlag haben intakte Chancen.

Wir verurteilen das Manöver, vor einer Volksabstimmung noch rasch Facts accomplis zu schaffen und die Spielregeln zu ändern. Herr Bundesrat, das ist nicht sehr demokratisch, das ist ein Zeichen der Verachtung gegenüber den Initiantin-

nen und Initianten dieser Volksinitiative und gegenüber der direkten Demokratie.

Aber es gibt noch mehr Winkelzüge zu nennen. Zum Beispiel hat die Nationalbank die Höhe der notwendigen Währungsreserven stetig nach oben korrigiert, seit wir diese Initiative eingereicht haben. Es wurde auch gesagt, es würde hier eine Gewinnausschüttungsregel, ein Gewinnausschüttungszwang, statuiert. Auch das ist nicht wahr. Das Einzige, was die Initiative und der Gegenvorschlag wollen: Wir ändern die Kontonummer, auf die das Geld überwiesen wird. Die Kompetenz zur Festlegung der Höhe der Gewinne liegt weiterhin bei der Nationalbank, beim Bankrat, beim Direktorium und beim Bundesrat; daran ändert sich also gar nichts.

Nun, völlig unglaublich in diesem Zusammenhang sind auch die Gewinnschätzungen des Bundesrates für die Zukunft. Ich möchte Sie darauf hinweisen: Die Nationalbank machte in den letzten 15 Jahren im Durchschnitt 3 Milliarden Franken Gewinn pro Jahr. Aber es kommt noch mehr dazu: 1997 wurden die Anlagevorschriften der Nationalbank geändert. Seither kann langfristig investiert werden, was höhere Zinsen abwirft. Und denken Sie daran: Währungsreserven sind ausländische Devisen, das heisst, das Zinsniveau ist wesentlich höher als in der Schweiz.

Dann hat uns die Nationalbank unterschlagen, dass es so genannte Seigniorage-Gewinne gibt, das heisst, jedes Mal, wenn die Geldmenge erhöht wird, fliessen der Nationalbank zusätzliche geldwerte Titel, Obligationen usw. zu, die ebenfalls Zins tragen. In der Vergangenheit hatten wir pro Jahr 3 Prozent Geldmengenerhöhung im Durchschnitt, das heisst 1 Milliarde Franken mehr Vermögen pro Jahr. Das heisst, dass über ein Jahrzehnt 500 Millionen Franken mehr Zinserträge zu erwarten sind. Das ist eine reine Extrapolation; wir wissen nicht, ob es ein bisschen mehr oder weniger ist, aber das ist die Grössenordnung, mit der das Vermögen in der Vergangenheit gewachsen ist.

Dann wird weiter unterschlagen, dass die Goldreserven im Wert steigen – gerade im letzten Jahr gab es einen deutlichen Wertzuwachs –, und es wird auch unterschlagen, dass beim weiteren Verkauf von Gold, was gemäss Verfassung möglich ist, zusätzliche Zinserträge anfallen. Es ist einfach nicht möglich, mit 120 Milliarden Franken Vermögen keine Gewinne zu machen! Man muss das Geld nicht riskant anlegen; wenn man das so wie bisher verwaltet, dann ist ein Gewinnpotenzial zwischen 3 und 5 Milliarden Franken möglich, wie Professor Thomas von Ungern-Sternberg sagt, d. h., es entsteht für die AHV eine eminent substanzielle, nachhaltige und wichtige Finanzierung. Wir halten natürlich auch dafür – wie es jetzt im Gegenentwurf vorgeschlagen ist –, dass diese Gelder geglättet werden, dass die Ausschüttungen nicht Jahr für Jahr verändert werden, sondern so wie bisher nur das ausgeschüttet werden soll, was in der Nationalbank in der Vergangenheit real erwirtschaftet worden ist.

Im Jahr 1997 schrieb die Nationalbank in ihrem Bericht, als Ausgangspunkt für die Berechnung des angestrebten Zuwachses habe sie das Ende 1990 ausgewiesene Niveau von Rückstellungen gewählt. Damals, 1990, lag dieser Bestand an Devisenreserven bei 22,48 Milliarden Franken, das heisst, die Höhe der nötigen Währungsreserven liegt, wenn man das nach BIP aufindexiert, bei einer Grössenordnung von 30 Milliarden Franken. Ich weise Sie aber darauf hin, dass heute in der Nationalbank allein an Währungsreserven bereits über 50 Milliarden Franken ruhen, und dazu kommen noch diverse andere Vermögenstitel, die ebenfalls Erträge generieren. Also: Diese Nationalbank ist leistungsfähig, auch wenn sie ständig so tut, wie wenn sie es nicht wäre.

Es ist wichtig, dass wir hier an einer gut abgestützten Gewinnverteilung festhalten. Wir wollen das Geld dorthin tun, wo es dringlich gebraucht wird. Die AHV hat einen demographisch bedingten Mehrbedarf. Wenn wir nun diesen Gegenvorschlag hier verabschieden, glaube ich, dass zwei Dinge zusammenkommen, die zusammengehören, nämlich die Gewinne der Nationalbank und der Finanzbedarf der AHV. Deshalb bitte ich Sie, die Mehrheit zu unterstützen und dem Gegenvorschlag Ihre Zustimmung zu erteilen.

Favre Charles (RL, VD): Nous venons tout à l'heure de tondre à la fois la Confédération et les cantons. Souhaitons-nous les tondre une deuxième fois, au risque, cette fois-ci, de les écorcher?

La minorité II s'oppose à l'initiative populaire ainsi qu'au contre-projet proposé, estimant que l'un et l'autre ont des défauts, dont nous avons du reste déjà parlé quelque peu. Je ne ferai pas une énumération exhaustive de ces défauts; je n'en mentionnerai que quelques-uns.

1. Changer la clé de répartition deux tiers/un tiers: on a dit tout à l'heure qu'il y avait ici des éléments historiques, mais des éléments qui existent aussi aujourd'hui, à savoir que la Banque nationale, en particulier ses bénéfices, appartiennent à la fois à la Confédération, aux cantons et en partie aux actionnaires. Le fait de pouvoir revoir cette clé de répartition après le 16 mai dernier – puisque les cantons n'ont pas été privés de moyens le 16 mai – ne tient pas la route, à notre avis. Nous considérons donc toujours que les cantons ont raison de vouloir tenir à la clé de répartition deux tiers/un tiers.

2. Les collectivités publiques ont besoin de ces moyens qui, c'est vrai, ont augmenté au cours des années, mais malgré ceci, nous voyons les difficultés dans lesquelles se débattent actuellement les collectivités publiques. Il est heureux qu'elles puissent trouver une source de revenus qui ne péjore pas la situation des contribuables.

3. En relation avec l'AVS, notre assurance sociale de base: celle-ci ne peut pas, au niveau de ses revenus, avoir des rentrées aléatoires, dépendant des bénéfices de la BNS. Nous avons eu l'occasion d'entendre en commission que ces beaux bénéfices, que nous avons vus ces dernières années, nous ne pouvons pas les assurer durant ces prochaines années, même si certains professeurs d'université ont un avis inverse.

En ce qui concerne maintenant le fait que l'initiative populaire, tout comme le contre-projet, veulent une nouvelle fois trouver une solution, ou du moins une partie de solution au problème de l'AVS à travers les bénéfices de la BNS est pour nous un leurre «adressé» à l'ensemble de la population, et nous ne pouvons pas aller dans cette direction. Lier le devenir de l'AVS à la BNS est tout à fait contraire à ce que nous avons voulu lorsque nous avons fait la loi sur la Banque nationale, dans laquelle nous avons voulu une indépendance de notre BNS. Si l'AVS, pour son financement, a besoin d'une part des bénéfices de la BNS, il est absolument certain que la pression sur cette même BNS pour qu'elle réalise des bénéfices de plus en plus importants ne va pas cesser d'augmenter, au détriment de son rôle de base en faveur de l'économie et en faveur de l'ensemble de la société.

A nos yeux, l'initiative, qui n'est maintenant plus soutenue, ajoute un défaut supplémentaire aux multiples autres avec l'inscription d'un chiffre absolu dans la Constitution. Inscrire dans un texte aussi fondamental un chiffre absolu est pour nous tout simplement aberrant. Et pourquoi fixer ce chiffre à 1 milliard de francs? 1 milliard de francs ne signifiera pas la même chose politiquement demain que 1 milliard de francs aujourd'hui. Ainsi donc, nous nous opposons à l'initiative, déjà en raison de ce seul élément qui nous semble purement arbitraire.

Je l'ai dit, nous refusons cette initiative, car, à nos yeux, elle spolie la Confédération et les cantons, et cette fois sur le long terme puisque nous inscrivons cette modification, non pas dans les dispositions transitoires de la Constitution, mais dans les articles de base; elle n'apporte aucune solution aux problèmes de l'AVS; elle a une systématique boiteuse et elle provoque un conflit majeur, j'insiste sur ce terme, avec les cantons. Le contre-projet a exactement les mêmes tares, sauf peut-être cet élément, je dirai purement aléatoire, qu'est ce chiffre de 1 milliard de francs. Mais encore une fois, nous pensons qu'il s'agit d'en rester à la clé de répartition actuelle, admise aussi bien par la Confédération que par les cantons. Il ne s'agit pas d'ouvrir un débat extrêmement difficile avec les cantons au lendemain du 16 mai et

au moment où ils sont dans des difficultés financières particulièrement importantes.

Je vous demande donc de suivre le Conseil fédéral, de rejeter la proposition de la majorité et, donc, de ne pas opposer de contre-projet à cette initiative.

Lang Josef (G, ZG): Die grüne Fraktion unterstützt, wie bereits gesagt, die Volksinitiative und den Gegenvorschlag. Diesbezüglich möchte ich eines zu bedenken geben: Wenn der Gegenvorschlag hier im Nationalrat durchkommt, heisst das nicht, dass er auch im Ständerat durchkommt. Es macht also Sinn, sich hier auch für die Initiative zu wehren.

Am 16. Mai hat das Volk deutlich Nein gesagt zu Sparübungen auf Kosten der AHV und hat damit Ja gesagt zu Mehrausgaben zugunsten der AHV. Das Volk hat gleichzeitig Nein gesagt zu Mehrausgaben zugunsten der AHV über eine Erhöhung der Mehrwertsteuer. Diese beiden Volksvoten sprechen für die Forderungen der Volksinitiative «Nationalbankgewinne für die AHV». Die Volksinitiative bringt der AHV mit etwa 2 Milliarden Franken fast so viel, wie die Mehrwertsteuererhöhung gebracht hätte.

Auch der wichtigste Volksentscheid vom 16. Mai, die wichtige Ablehnung des «Steuergeschenkpaketes», stützt die Volksinitiative. Erstens bedeutet dieses Nein ein Nein zu Steuergeschenken. Wenn die Nationalbankgewinne einem bestimmten Zweck zuflüssen, wird dieser Gefahr vorgebeugt. Zweitens wird die Volksinitiative den anderen Siegern vom 16. Mai gerecht, den Kantonen. Vor 2002 haben die Kantone nie mehr erhalten, als ihnen die Volksinitiative zusichert. Das historische Argument, das den Zweidrittelanteil der Kantone begründet, ist völlig überholt. Cher collègue Favre, glauben Sie, der Anspruch der Kantone auf eigene Notenmonopole hätte heute noch irgendeine Glaubwürdigkeit? Wenn aber diese Glaubwürdigkeit verloren gegangen ist, ist auch die legitimatorische Grundlage für einen historischen Anspruch verloren gegangen. Es gibt kein Erbrecht auf Nationalbankgewinne.

Schliesslich hat das deutliche Nein zum «Steuergeschenkpaket» eine von Ruedi Rechsteiner erwähnte plötzliche Ausschüttungseuphorie desavouiert, eine Ausschüttungseuphorie, die den Zweck hatte, die Kantone gegenüber dem Steuerpaket zu besänftigen.

Ich bitte Sie also, der Initiative die Treue zu bewahren und gleichzeitig den Gegenvorschlag zu unterstützen.

Baader Caspar (V, BL): Die SVP-Fraktion lehnt die Kosa-Initiative der Linken ab und unterstützt dafür den Gegenvorschlag.

Die Initiative greift zwar ein zentrales Anliegen auf, nämlich die langfristige Sicherstellung der Finanzierung der AHV, unseres wichtigsten Sozialwerkes in diesem Land. Das Problem der Initiative ist aber, dass bei der vorgeschlagenen Lösung die Unabhängigkeit der Nationalbank nicht gewährleistet ist. Die Schweizerische Nationalbank darf nicht zum Spielball der Politik werden. Sie muss frei entscheiden können, welchen jährlichen Reinertrag sie ausschütten will und kann.

Der erste Vorteil des Gegenvorschlages besteht deshalb darin, dass die jährlichen Ausschüttungen einem rechtlich selbstständigen, unabhängigen Fonds zugeführt und dass erst aus diesem geglättete Ausschüttungen erfolgen sollen, und zwar je zur Hälfte an die AHV und an die Kantone.

Der zweite Vorteil des Gegenvorschlages besteht darin, dass die AHV selbst bei einem Reingewinn von weniger als 1 Milliarde Franken ihren Anteil erhält, weil nicht, wie bei der Initiative, vorweg ein Fixbetrag für die Kantone reserviert ist. Gemäss dem Gegenvorschlag erhält die AHV bei einem ausgeschütteten Reingewinn von 2,5 Milliarden Franken, wie wir das heute haben, 1,25 Milliarden Franken. Dieser Betrag geht zugegebenermassen zulasten des Bundes und der Kantone; im Klartext sind es 833 Millionen zulasten des Bundes und 417 Millionen zulasten der Kantone. Aber es ist festzuhalten, dass die Kantone immer noch 1,25 Milliarden Franken erhalten.

Der grosse Ausfall entsteht beim Bund. Wenn Sie, Herr Bundesrat Merz, heute Morgen den Einnahmenausfall des Bundes von 833 Millionen Franken beklagt haben, so muss ich Ihnen sagen, dass wir mit dem Steuerpaket einen wesentlich höheren Ausfall in Kauf genommen hätten. Dieser Ausfall ist deshalb, wie derjenige beim Steuerpaket, im Rahmen des Entlastungsprogramms 2004 und der Aufgabenverzichtsplanung zu kompensieren.

Die SVP-Fraktion erachtet den Gegenvorschlag zur Kosa-Initiative zusammen mit der Vorlage 1 als wichtiges Instrument zur Sicherung der Finanzierung der AHV, ohne dass neue Beiträge und neue Steuern erhoben werden müssen.

Ich bitte Sie deshalb, den Gegenvorschlag zu unterstützen.

Studer Heiner (E, AG): Ich sage Ihnen persönlich ganz offen: Bei der Lancierung der Volksinitiative hatte ich mehr als nur grosse Sympathien dafür, wegen des Anliegens, das dahinter steht, und auch wegen der Persönlichkeit von Hans-Peter Tschudi, einem ehemaligen Bundesrat, vor dem ich immer grosse Hochachtung hatte. Aber nun müssen wir die ganze Entwicklung dieser Frage ansehen und überlegen, ob Initiative und Gegenvorschlag auch richtig seien.

Wir von der EVP/EDU-Fraktion kommen aus Überzeugung und einheitlich dazu, sowohl Initiative wie Gegenvorschlag zur Ablehnung zu empfehlen. Wir sind einmal der Auffassung, dass auch hier an den verfassungsrechtlichen Zuständigkeiten festzuhalten ist. Das heisst, die Kantone sollen ihren Anteil nach wie vor erhalten, und man kann nicht mit Hinweis auf den 16. Mai 2004 sagen: Das Steuerpaket ist abgelehnt worden, jetzt kann man hier wieder anderes tun. Man sollte nicht einen neuen Fehler machen, wenn ein Fehler abgewendet worden ist. Die Kantone haben hier Ansprüche.

Viele von uns waren vorher kantonalpolitisch sehr aktiv, und wir haben uns auch immer wieder geärgert, wenn der Bund uns – ich sage jetzt uns, den Kantonen – vorgeschrieben hat, wofür wir was brauchen dürfen oder was wir eben nicht erhalten sollen, auf das wir Anrecht haben. Wir müssen beim sorgfältigen Betrachten der verschiedenen Staatsebenen auch Folgendes bedenken: Die Kantone haben Ansprüche; die sollen erfüllt werden. Selbstverständlich kann man das durch eine Volksabstimmung ändern, wie es Initiative und Gegenvorschlag wollen, diese Änderung möchten wir von der EVP/EDU-Fraktion aber nicht.

Auch sonst sind wir – bei aller grossen Sympathie für die Sicherung der AHV – der Meinung, dass auch diese Lösung keine nachhaltige Lösung für die AHV bringt. Es ist vorübergehend und in einem kleinen Ausmass eine Hilfe. Grundsätzliche Fragen werden wir wieder behandeln und darüber entscheiden müssen. Wir halten es für richtig, dass auch hier alles offen bleibt. Unsere Priorität ist die, dass auch der Bund ein Anrecht auf seinen Teil hat. Da sage ich das Gleiche wie beim vorherigen Geschäft: Bei uns liegt die Priorität beim Schuldenabbau. Deshalb werden wir weder der Initiative noch dem Gegenvorschlag zustimmen.

Bührer Gerold (RL, SH): Auch für uns von der FDP-Fraktion spielt die langfristige Sicherung der AHV eine zentrale Rolle. Nichtsdestotrotz lehnen wir die Initiative wie auch den Gegenvorschlag eindeutig ab. Beide Vorschläge geben vor, die AHV-Problematik oder – ich sage es einmal so: – die Finanzierungsproblematik nachhaltig zu lösen, was aber aufgrund der Zahlen nicht der Fall ist. Es sind aber insbesondere die folgenden Elemente, die uns in der Güterabwägung zu einem doppelten Nein bringen:

1. Die Unabhängigkeit der Nationalbank. Von einem der Initianten wurde dargestellt, es würde bezüglich der Gewinnüberweisung ja nur die Kontonummer verändert. Das mag buchhalterisch so sein, weil dann die Gewinne anstatt zum Bund und zu den Kantonen in den AHV-Fonds fliessen würden. Aber ich glaube, es ist schon reichlich blauäugig, das so vereinfacht darstellen zu wollen. Ich kenne jedenfalls kein namhaftes Land in der OECD, das eine derartige Gewinnzweckbestimmung zugunsten eines tragenden Sozialwerkes

vorsieht. Es ist doch ganz eindeutig klar, dass insbesondere in Zeitperioden, wo wir Finanzierungslücken bei der AHV haben, der politische Druck auf die Notenbank zunehmen wird. Ich glaube, das müssen wir doch realistischerweise so sehen. Aber eine offene Volkswirtschaft wie jene der Schweiz, die wie kaum ein anderes Land international verflochten ist und über einen wichtigen Finanzplatz verfügt, kann zuallerletzt irgendwelche Abstriche an der Unabhängigkeit und der Glaubwürdigkeit der Nationalbank dulden. Das ist für uns der zentrale Grund, weshalb wir die Initiative wie auch den Gegenvorschlag ablehnen.

Wir haben nämlich auch verschiedentlich den Druck der Gewinnausschüttungsbedürfnisse angemahnt, den Bund und Kantone in den letzten Jahren teilweise gemacht haben. Da stimme ich mit Kollege Rechsteiner zum Teil sogar überein. Wir müssen hier mit der Rolle der Nationalbank, wie sie in der Verfassung klipp und klar definiert ist, sehr sorgsam umgehen.

2. Zur Nachhaltigkeit, die wir in Bezug auf die Finanzierung der AHV bestreiten: Selbst wenn man die zurückhaltenden Gewinnzahlen, die in der Kommission abgegeben worden sind, in Zweifel zieht – wie das dargelegt worden ist –, selbst wenn man davon ausgeht, dass wir im Schnitt der Jahre auch nach 2012/13 Gewinne um die 2 Milliarden Franken pro Jahr haben werden, wenn dann diese überhöhten Rückstellungen, die wir jetzt noch ausschütten können, aufgezehrt sein werden, müssen wir ja 1 Milliarde Franken an die Kantone geben. Dann verbleibt je nachdem rund 1 Milliarde Franken für die AHV. Das heisst: Wir sprechen dann von 3 Prozent, in ein paar Jahren sogar von weniger als 3 Prozent des steigenden AHV-Ausgabenbudgets.

Es kommt noch etwas dazu: Die Notenbankgewinne sind nun einmal schwierig prognostizierbar. Denn sie werden durch wechselkursbedingte Wertberichtigungsbedürfnisse erheblich beeinflusst. Ich kann mich noch gut an die Phase massiv sinkender Dollarwechselkurse erinnern. Oder jetzt, wo auch der Euro und der Yen eine etwas gestiegene Bedeutung im Portfolio der Notenbank spielen, haben die Brüche in der Entwicklung der Wechselkurse natürlich einen Einfluss auf die Gewinnausschüttungsfähigkeit der Nationalbank.

3. Ein weiterer Punkt, der dagegen spricht: Der Bund wird bestraft, wir haben es heute Morgen mehrfach erwähnt. Ich möchte jetzt selbstverständlich die richtigen Zahlen bringen, die für die Initiative gelten. Wenn wir von einem Gewinn der Nationalbank von 2,5 Milliarden Franken ausgehen, entgehen dem Bund Einnahmen von rund 0,8 Milliarden Franken. Man müsste mir schon einmal erklären, wie man dann diese Lücke beim Bundeshaushalt schliessen würde. Bei den Kantonen hängt es selbstverständlich davon ab, wie hoch der Notenbankgewinn ist, damit man dann sagen kann, wie gross der Einfluss auf die Ausschüttung bei den Kantonen ist. Zum Gegenentwurf: Wir lehnen ihn ab, weil er neu festlegt, dass eine Hälfte der AHV und die andere den Kantonen gegeben werden soll. Das heisst, die Kantone würden hier auch verlieren, ihr Anteil ginge von zwei Dritteln auf die Hälfte zurück. Das heisst wiederum, bei 2,5 Milliarden Franken würde die Ausschüttung an die Kantone um rund 400 Millionen Franken geringer ausfallen. Beim Bund wäre es, wenn wir den gleichen Gewinn zugrunde legen, eine Einbusse von 0,8 Milliarden Franken.

Zusammengefasst: Wir sind der Auffassung, dass wir der Bevölkerung Sand in die Augen streuen, und das sollten wir in Sachen AHV-Finanzierung nicht tun. Wir nehmen die Notenbankgewinne und spielen sie als wichtige Finanzierungsquelle hoch, obwohl wir wissen, dass diese Gewinne zyklisch schwanken können. Schliesslich würden wir dem Ansehen und der Unabhängigkeit der Nationalbank mittel- bis längerfristig Schaden zufügen, und das ist wiederum nicht im Interesse eines attraktiven, vertrauenswürdigen Wirtschaftsstandortes Schweiz, der auch fähig ist, Arbeitsplätze in der Zukunft zu generieren.

Rechsteiner Rudolf (S, BS): Ja, Herr Kollege Bühler, dieses Geschäft führt bei gewissen Kollegen zu seltsamen Metamorphosen. Bis zum 16. Mai 2004 wollten Sie die Bundes-

kasse um Milliarden erleichtern, und jetzt spielen Sie hier den Hüter der Staatsfinanzen. Ich frage Sie in Sachen Unabhängigkeit: Wer hat denn in den letzten Monaten und Jahren diese Ausschüttungsorgie an die Kantone organisiert? Steht die Nationalbank nicht auch vonseiten der Kantone unter grossem Erwartungsdruck, wie das in den letzten Monaten und Jahren zum Ausdruck gekommen ist? Wie viele AHV-Vertreter sitzen im Bankrat der Nationalbank, und wie viele Kantonsvertreter?

Bühler Gerold (RL, SH): Ich bin sehr froh um diese Fragen; Sie hätten eigentlich die zweite Frage gar nicht stellen müssen, wenn Sie mir zugehört hätten. Denn ich habe ziemlich wortwörtlich gesagt, dass auch ich – in diesem Punkt gehe ich mit Ihnen weitgehend einig – gewisse Zweifel an diesem Druck der öffentlichen Haushalte auf die Ausschüttungen der Notenbank in den letzten Jahren angemeldet habe. Es hat ja in einer der namhaften Tageszeitungen des Landes Kommentare gegeben, die das auch angemahnt haben. Ich teile mich auch in die Kategorie der Skeptiker ein; wir haben hier keine Differenzen.

Aber zu Ihrer ersten Frage muss ich schon widersprechen. Wenn wir die steuerliche Attraktivität mit dem Steuerpaket stärken wollten, dann haben wir das nicht gemacht, weil wir den Staat aushungern wollten, wie Sie das dargestellt haben, sondern wir wollten eigentlich die Einnahmenbasis der öffentlichen Haushalte stärken. Wenn Sie schauen, welche Länder beim Wachstum der Steuereinnahmen in Europa vorne sind, dann sehen Sie, dass es nicht die Hochsteuermächter sind, sondern beispielsweise Grossbritannien, das seit den Achtzigerjahren die Steuersätze signifikant gesenkt hat. Aber das Wachstum der Steuereinnahmen ist dort viel höher ausgefallen als in den Ländern mit hohen Steuern. Deshalb ist eine Politik der steuerlichen Anreize kein Gegensatz zu dem, was wir hier dargetan haben.

Leu Josef (C, LU): Die CVP-Fraktion geht mit dem Bundesrat einig, dass eine Annahme dieser Initiative eine längerfristige Sanierung der AHV nicht sicherstellen würde, gleichzeitig aber die Unabhängigkeit der Nationalbank gefährden könnte. Die Initiative erschliesst der AHV also keine längerfristige und nachhaltige zusätzliche Finanzierungsquelle. Es geht vielmehr um eine kalte Umverteilung bestehender und berechenbarer Einnahmen von Bund und Kantonen an die AHV. Letztlich werden notwendige Mehrwertsteuererhöhungen nur hinausgeschoben und fallen beim prognostizierten Rückgang der Nationalbankgewinne ab 2013 doppelt ins Gewicht. Auch das müsste im Sinne der Transparenz von den Initianten offen dargelegt werden.

Aus den gleichen Überlegungen lehnt die CVP-Fraktion auch den Gegenvorschlag ab, wonach der jährliche Reingewinn der Nationalbank zukünftig je zur Hälfte an die AHV und die Kantone auszuschütten sei.

Ich bitte Sie also, mit der Minderheit II Ihrer vorberatenden Kommission zu stimmen.

Vischer Daniel (G, ZH): Ich glaube, daran besteht kein Zweifel: Diese Volksinitiative ist ein politisch geschickter Wurf. Sie hat auch ein grosses politisches Echo gefunden. Worum geht es? Es geht um die Umleitung eines beträchtlichen Teils der Nationalbankgewinne zugunsten unseres wichtigsten Sozialwerks, der AHV. Es mag taktische Gründe geben, heute auf den sinnvollen Gegenvorschlag einzuschwenken. Wir Grünen sind prioritär für die Initiative, können aber auch dem Gegenvorschlag durchaus sympathische Seiten abgewinnen.

Heute geht es darum, alle Möglichkeiten auszuschöpfen, um das wichtigste Sozialwerk, die AHV, zu sichern. Das Volk will bei der AHV keinen Abbau, das Volk lässt sich auch nicht durch irgendwelche demokratischen Schein- oder Halbscheindebatten betören. Die AHV steht weiterhin im Zentrum dessen, was dieses Land an sozialer Sicherheit benötigt. Es ist klar, im Vordergrund stehen weiterhin ein gezielter Ausbau durch weitere Revisionen, eine Absicherung

dessen, was bisher erreicht worden ist, und auch eine Stärkung gegenüber der zweiten Säule. Ebenfalls weiss jede Frau und jeder Mann nach diesem Abstimmungswochenende im Mai: Eine Sanierung der AHV über die Erhöhung des AHV-Alters ist für immer vom Tisch.

Nun kommen verschiedene Gegenargumente. Es wird zum Beispiel gesagt, das sei ja gar nicht nachhaltig. Es wurde nie behauptet, diese Initiative oder der Gegenvorschlag löse für immer das Problem der AHV. Aber es ist doch lächerlich, zu sagen, es sei nicht nachhaltig, aber das, was möglich ist, heute nicht gewichtig in die AHV einfließen zu lassen. Genau um diesen politischen Fight geht es heute.

Sodann wird gesagt – sinnigerweise vom Chefideologen der Neoliberalen in diesem Saal, von Herrn Bühner –, es gehe zulasten des Bundes. Herr Bühner hatte ja überhaupt keine Bedenken, mit dem Steuerpaket vom 16. Mai 2004 die Staatskasse auszuhöhlen; da war er ja der grosse Propagandist. Nun plötzlich sagt er, dem Staat fehle es aufgrund der in dieser Initiative vorgesehenen Stossrichtung respektive aufgrund der im Gegenvorschlag vorgesehenen Stossrichtung an Geld. Das ist nicht glaubhaft, Herr Bühner. Sie müssen Ihre eigene Argumentation schon so stringent aufbauen, dass Sie vor und nach dem Abstimmungswochenende noch in etwa das Gleiche sagen. Aber heute schliessen Sie sich einfach aus polittaktischen Gründen der Argumentation des Bundesrates an, weil Sie verhindern wollen, dass tatsächlich ein substanzieller Ausbau der AHV vorgenommen wird.

Ich habe Sie im Verdacht, dass es Ihnen gar nicht um die gezielte Sicherung der AHV geht. Ich habe Sie im Verdacht, dass Sie weiterhin auf diese unseligen Vorschläge Ihres Bundesrates Couchepin setzen und meinen, Sie könnten über andere Tricks die AHV, wie Sie sagen würden, «sanieren».

Dann taucht das neue Lieblingsargument im Saal auf, die Unabhängigkeit der Nationalbank sei nicht gesichert. Da wurde mit Recht eingewendet, dass niemand die Unabhängigkeit so ganz ernst nehmen will, denn heute ist ein Schacher in Gang, wer tatsächlich das Geld in seinen Sack stecken kann. Möglicherweise ist das ein unwürdiges Spiel, aber es ist ein Spiel, das ohnehin gespielt wird, und so es gespielt wird, muss doch im Vordergrund stehen, dass eine stringente, prioritäre Aufgabe mit diesem Gewinn finanziert wird, nämlich die AHV, die Sicherung des Generationenvertrages.

Ich ersuche Sie, die Initiative zur Annahme zu empfehlen, eventualiter den Gegenvorschlag.

Widmer Hans (S, LU): Auch ich bitte Sie, die Initiative und eventualiter den Gegenvorschlag zur Annahme zu empfehlen. Beide wollen ja die Finanzierung der AHV/IV diversifizieren und auf Jahrzehnte hinaus sichern und dabei die Interessen aller Generationen berücksichtigen. Sie wollen so dem Sozialabbau entgegenwirken, der im Übrigen von gewissen Parteien immer hemmungsloser betrieben wird. Es soll nach Initiative und Gegenvorschlag in Zukunft keine Rentenkürzungen und keine Verschlechterungen beim Teuerungsausgleich der AHV mehr geben dürfen. Wenn wir das sichern können, können wir damit eine in ein paar Jahren wiederum möglicherweise drohende Altersarmut schon jetzt bekämpfen.

Aus den neuen Finanzierungsquellen, dem Gold und den Gewinnen der Nationalbank, können und sollen dauerhafte und massgebliche Einnahmen fliessen. Mit diesen Zusatzfinanzierungen kann die AHV/IV bereits jetzt gesichert werden, ohne dass in diesem Jahrzehnt – auf ewige Zeiten können wir das natürlich nicht garantieren – zusätzliche Mehrwertsteuerprozente notwendig werden. Geschätzter Herr Bundesrat, dass der Bund hier Einnahmen verliert, ist nicht unerträglich bitter – höchstens ein Appenzeller Bitter. Der gleiche Bundesrat wollte nämlich vor wenigen Wochen, und zwar mit Ihnen, Herr Bundesrat Merz, an vorderster Front, Einnahmen in viel, viel grösserem Umfang senken; das wurde jetzt x-mal gesagt. Das Steuerpaket lässt grüssen – das war mehr als ein Alpenbitter.

Wir halten fest: Es gibt kein Erbrecht der Kantone. Die Kantone haben vor der Einreichung der Volksinitiative gar nie mehr als 1 Milliarde Franken an Ausschüttungen erhalten. Dabei soll es auch in Zukunft bleiben.

Eine zweite Bemerkung – nachdem es kein Erbrecht der Kantone gibt –: Die Gewinne der Nationalbank gehören dem Volk, und über die AHV werden die Mittel am allgerechtesten verteilt.

Eine dritte Bemerkung: Es ist eine Tatsache, dass Bund und Kantone das zusätzliche Geld vorwiegend für Steuersenkungen verwenden würden, und dies ist weniger gerecht als die Verteilung über die AHV, weil die Begüterten von den Steuersenkungen ja sehr oft mehr profitieren können als die weniger Begüterten.

Schliesslich kann mit unserer Initiative eine Erhöhung der Mehrwertsteuer aufgeschoben werden. Damit – und das ist sehr wichtig – wird Spielraum für die Sanierung der Invalidenversicherung geschaffen. Auch dies kommt der Lösung der Probleme in der Finanzpolitik des Bundes entgegen.

Aus all diesen Überlegungen bitte ich Sie, zuerst der Initiative und eventualiter dem Gegenvorschlag zuzustimmen.

Schlüer Ulrich (V, ZH): Es ist auffällig, wie oft heute die Verfassung beschworen wird. Insbesondere wenn es um die Interessen der Kantone geht, wird ständig die Verfassung angerufen. Ich will Verfassungstreue ganz und gar nicht in Zweifel stellen, aber man muss doch feststellen: Die Kantone haben merkwürdig spät erkannt, dass sie sich bezüglich Ansprüche auf die Goldreserven auch auf die Verfassung berufen könnten.

Als der Ertrag aus den Goldreserven für die Solidaritätsstiftung ins Ausland hätte abfliessen sollen, haben sich die Kantone nicht mit einer Silbe für die Verfassung und ihre Ansprüche gewehrt. Damals schienen sie einverstanden, schwiegen jedenfalls. Erst nachher, als dieses dem Volk gehörende Vermögen im Innern des Landes behalten und für die AHV eingesetzt werden sollte, erst da haben sie plötzlich die Verfassung entdeckt: Was für ein merkwürdiges Argumentieren!

Es wird auch noch gesagt, der Ertrag aus den Goldreserven würde vor allem zur Tilgung von Schulden oder gar für Steuersenkung eingesetzt, falls dieser Ertrag den Kantonen zuflösse. Dann stellt sich doch die Frage: Wann wurden je Steuern gesenkt, wenn viel Geld geflossen ist? Wo Geld fliesst, wird es sowohl beim Bund als auch bei den Kantonen ausgegeben.

Ich erinnere mich gut an die Abstimmungskampagne vor zwei Jahren, als in Zusammenhang mit der Gold-Initiative der SVP genau über solche Fragen gestritten wurde. Damals haben Kantonsvertreter, die Teile der Goldreserven beanspruchten, in ihren Kantonen den Bürgern gleichsam das Blaue vom Himmel versprochen, was man mit diesem Goldsegen alles machen könne, wenn er bloss zu den Kantonen flosse statt anderswohin. Es wird doch nie gespart, wenn Geld zufließt; gespart wird bloss, wo finanzieller Druck spürbar wird!

Ich möchte mit Blick auf die Abstimmung zur Gold-Initiative vor zwei Jahren noch an etwas anderes erinnern: Damals traute sich niemand, die Solidaritätsstiftung gegen die Gold-Initiative der SVP ins Rennen zu schicken, ohne nicht auch die AHV zu berücksichtigen – ohne AHV erachtete man jedes Projekt als chancenlos. Wenn man addiert, wie damals abgestimmt wurde, dann ist eindeutig festzustellen: Die Begünstigung der AHV war völlig unbestritten. Wenn dies jetzt auch vom Bundesrat plötzlich bestritten wird, dann ist das eigentlich ein Wortbruch. Damals hat man ganz klar versprochen, die AHV solle in jedem Fall mindestens einen substanziellen Teil dieser für die Währungspolitik nicht mehr benötigten Goldreserven erhalten. Und dieses Versprechen von damals ist einzuhalten!

Wir sind der Auffassung, dass die Kantone mit dem Gegenvorschlag nicht zu kurz kommen. Zu beklagen haben sie sich wahrlich nicht. Aber auch die AHV erhält das, was ihr von allen Parteien und auch vom Bundesrat vor zwei Jahren zumindest versprochen worden ist.

Parmelin Guy (V, VD): Ainsi, moins d'un mois après le scrutin du 16 mai, nous sommes appelés à traiter une initiative populaire visant à changer fondamentalement les règles de répartition usuelles des bénéfices ordinaires et futurs de la Banque nationale. Au lieu de deux tiers aux cantons et d'un tiers à la Confédération, l'intégralité de ces bénéfices irait au fonds de compensation de l'AVS/AI, à l'exception de 1 milliard de francs attribué aux cantons. La version «soft» de la majorité de la commission nous propose, elle, en guise de contre-projet, de répartir cette manne moitié-moitié. J'enregistre le retrait de la proposition de la minorité I et le soutien implicite apporté ainsi au contre-projet. Il n'en reste pas moins que cette initiative, jusqu'à plus ample informé, reste soumise à examen.

Je ne souhaite pas m'attarder sur les conséquences de l'initiative relative à la mise en danger de l'indépendance de la Banque nationale – ainsi que relevé dans le message du Conseil fédéral –, mais je dois cependant vous avouer ma perplexité à plus d'un titre. Si nous avons maintenant réglé le sort des 1300 tonnes d'or, en quelque sorte le passé et l'exceptionnel, en amputant d'un tiers la part qui revient aux cantons – ce que je peux admettre puisqu'ils y avaient en quelque sorte renoncé de facto au profit de la fameuse Fondation Suisse solidaire enterrée en septembre 2002 par le peuple suisse –, c'est bien à une source de revenu ordinaire des cantons ancrée dans la Constitution que cette initiative populaire s'attaque.

Dans le message du Conseil fédéral, il nous est bien démontré qu'en cas d'acceptation du texte par le peuple, cela entraînerait dans un premier temps une forte baisse des revenus dévolus aux cantons puis, à l'horizon 2013, que le but même visé par l'initiative serait complètement manqué puisqu'il n'y aurait plus un sou pour l'AVS vu la réduction des fameux surplus disponibles ou provisions excédentaires, ainsi qu'ils sont qualifiés, qui sont distribués actuellement dans la phase transitoire. Avouez que vouloir modifier la Constitution contre la volonté des cantons, en manquant totalement la cible que l'on vise dans son propre texte, donne tout de même matière à réflexion. Mais ce que je trouve tout particulièrement piquant, c'est de constater qu'ayant été l'allié objectif des cantons il y a moins d'un mois, le Parti socialiste lâche ces derniers avec une rapidité remarquable. Finis les discours sur la perte inacceptable de recettes risquant de mettre à mal les finances cantonales, oubliées les grandes déclarations quant à la suppression douloureuse de prestations de proximité, corollaires de la disparition desdites recettes! Bref, que les cantons se débrouillent avec leurs problèmes financiers! C'est un joli retournement de situation. Mais il ne faut jamais désespérer. Nous allons très certainement assister, durant la campagne précédant la votation sur l'initiative populaire – si elle est maintenue –, à la formation de la même union sacrée. Celle-ci regroupera en première ligne, aux côtés des cantons, tous les représentants socialistes élus dans les gouvernements cantonaux qui auront à cœur, j'en suis persuadé, de combattre cette initiative issue des rangs de leur propre parti afin de sauvegarder les finances de leurs cantons respectifs, ou par simple cohérence par rapport aux discours tenus aux citoyennes et aux citoyens avant le 16 mai dernier.

Mais, en attendant ce moment historique, et comme il s'agit tout de même de donner un préavis, je vous invite fermement à soutenir la minorité II (Favre) et donc à rejeter aussi bien l'initiative que le contre-projet concocté par la majorité de la commission, contre-projet qui, à mes yeux, souffre des mêmes inconvénients.

Spuhler Peter (V, TG): Sie werden sicher nicht überrascht sein, dass auch ich gegen die SP-Initiative votiere. Der Präsident der SVP-Fraktion hat bereits erläutert, dass die Grundrichtung dieser Initiative sicher in die richtige Richtung zielt, aber sie ist mit zu vielen negativen Punkten beladen. Ich möchte speziell an dieser Stelle darauf hinweisen, dass die Freiheit und Unabhängigkeit der Schweizerischen Nationalbank in einem Ausmass tangiert wird, die wir nicht hin-

nehmen können. Es ist ein verfassungsmässiger Grundsatz, dass die Nationalbank die Unabhängigkeit bewahren muss. Es ist nicht möglich, wie es der Initiativtext vorschreibt, dass man, wie vorgesehen, fixe Anteile von 1 Milliarde Franken vom Reingewinn den Kantonen zuschiebt. Das bedeutet, dass die Nationalbank dazu verdammt ist, Gewinn zu erwirtschaften. Das hat eine ganz negative Implikation.

Der Gegenvorschlag hat da diese negativen Punkte erledigt. Es erfolgt kein direkter Zugriff, und die Gewinnverwendung ist unabhängig von irgendwelchen äusseren Einflüssen. Der Reingewinn wird vernünftig verteilt – 50 Prozent an die AHV, 50 Prozent an die Kantone –, und es gibt nicht den Druck, dass jährlich ein gewisser Reingewinn erwirtschaftet werden muss, wie das in der Initiative vorgesehen ist.

Ich bitte Sie daher, die Initiative abzulehnen und den Gegenvorschlag anzunehmen.

Hubmann Vreni (S, ZH): Dass die Debatte über die AHV-Initiative stattfindet, während draussen die Venus vor der Sonne vorbeizieht, ist ein gutes Zeichen.

Die Zukunft der AHV ist eine der Hauptsorgen unserer Bevölkerung. Das habe ich hautnah erlebt, als ich für die Kosa-Initiative Unterschriften sammelte. Noch nie war das Interesse der Passantinnen und Passanten so gross. Noch nie habe ich mit den unterschiedlichsten Leuten so viele gute Gespräche führen dürfen. Noch nie habe ich so mühelos wie bei dieser Initiative in wenigen Stunden Hunderte von Unterschriften zusammengebracht.

Viele Leute, junge und alte, machen sich grosse Sorgen um die Zukunft der AHV. Diese Sorgen gilt es ernst zu nehmen, und es gilt, langfristige Lösungen zu finden. Ältere Menschen haben das Recht, auf eine sichere AHV zählen zu können. Sie haben ihr ganzes Leben gearbeitet und verdienen ein Alter in Sicherheit und Würde.

Grosse Sorgen machen sich aber auch junge Leute. Viele zweifeln daran, dass die AHV noch existiert, wenn sie das Rentenalter erreicht haben. Gerade sie, diese jungen Leute, waren fasziniert von der Idee, die Gewinne der Nationalbank teilweise in die AHV fliessen zu lassen. Denn sie wissen, dass ihre AHV-Beiträge nicht ausreichen werden, um die steigende Zahl von Renten zu finanzieren, und dass neue, zusätzliche Finanzierungsquellen erschlossen werden müssen.

Die Lösung, welche die Initiative vorsieht, ist eine gute Lösung, denn wir nehmen niemandem etwas weg. Die Kantone erhalten nach wie vor 1 Milliarde Franken jährlich. Zu behaupten, die Unabhängigkeit der Nationalbank werde durch die Initiative bedroht, wie es Herr Bühler und vorher auch Herr Spuhler getan haben, ist absurd. Wenn wir Geld aus einem Lotteriefonds für verschiedene Zwecke verteilen, können wir auch nicht behaupten, es werde Druck auf den Lotteriefonds ausgeübt. Die Schweizerische Nationalbank wird unabhängig bleiben und wird weiter ihre Hauptaufgabe haben, die Geldpolitik in unserem Land zu steuern.

Die bürgerlichen Parteien haben heute Gelegenheit, den Tatbeweis zu erbringen, dass es ihnen mit der langfristigen Sicherung der AHV Ernst ist – und zwar ohne Erhöhung des Rentenalters und ohne Rentenkürzungen, denn das will unsere Bevölkerung nicht.

Die Initiative unseres Kollegen Rudolf Rechsteiner ist einfach, logisch und effizient. Sie ist genial.

Ich bitte Sie deshalb, der Initiative und auch dem Gegenvorschlag zuzustimmen.

Fehr Hans-Jürg (S, SH): Ich möchte zunächst die Kolleginnen und Kollegen der bürgerlichen Fraktionen zeitlich nochmals vor den 16. Mai zurückführen und ihnen in Erinnerung rufen, wie sie damals im Zusammenhang mit der Volksabstimmung über die 11. AHV-Revision die finanzielle Situation der AHV geschildert haben. Sie haben in schwärzesten Farben gemalt; sie haben hier im Rat eine Abbauvorlage beschlossen, die den Rentnerinnen und Rentnern jährlich 850 Millionen Franken aus der Tasche gezogen hätte; und sie haben Werbung gemacht mit Plakaten, auf denen ein

grosser rot-weisser Rettungsring zu sehen war. Damit erweckten sie in der Bevölkerung natürlich den Eindruck, der AHV stehe das Wasser bis zum Hals und sie gehe unter, wenn man nichts mache, also wenn man keine Leistungen abbau und Mehreinnahmen beschaffe. Das war das Katastrophenszenario, das sie der Bevölkerung vorgeführt haben. Wenn Sie das damals ernst gemeint haben, meine Damen und Herren von den bürgerlichen Fraktionen, dann haben Sie jetzt gar keine andere Wahl, als der Kosa-Initiative zuzustimmen. Wenn Sie ihr nicht zustimmen und dem Gegenvorschlag auch nicht, dann wird klar, dass Sie vor dem 16. Mai falsch gespielt haben. Dann haben Sie eben damals die Situation der AHV bewusst schlechter dargestellt, als sie ist. Sie haben seither dann aber auch ein beachtliches Glaubwürdigkeitsproblem.

Die SP-Fraktion hat die finanzielle Situation der AHV immer anders beurteilt. Wir haben immer gesagt: Heute, hier und jetzt, ist die AHV gesund. Darum waren wir auch gegen den Leistungsabbau, der mit der 11. AHV-Revision vorgesehen war. Wir haben aber ebenfalls immer gesagt, dass die AHV zukünftig, mittelfristig, einen zusätzlichen Bedarf habe, aus den bekannten demographischen Gründen. Deshalb waren wir im Gegensatz zu einigen von Ihnen auch für das zusätzliche Mehrwertsteuerprozent.

Nun hat das Volk hier gesprochen: Die 11. AHV-Revision und auch die Mehrwertsteuererhöhung wurden abgelehnt. Wenn es aber richtig ist – und das ist unsere Meinung –, dass die AHV in mittel- und langfristiger Zukunft zusätzlicher Mittel bedarf, dann ist uns jetzt diese Aufgabe gestellt. Wir müssen dann neue Lösungsvorschläge ausarbeiten. In diesem Sinn ist die Kosa-Initiative ein Glücksfall: Nicht einmal einen Monat nach der Ablehnung der 11. AHV-Revision und der Mehrwertsteuererhöhung haben wir hier eine reale, echte Alternative. Wenn Sie die Initiative annehmen, dann werden Sie der AHV jährlich einen Zuschuss von etwa 2 Milliarden Franken verschaffen. Das ist zusammen mit dem, was Sie vorhin bezüglich der Golderträge beschlossen haben, dann etwa so viel wie ein Mehrwertsteuerprozent.

Wenn die Kollegen Leu und Bührer nun sagen, die Ausschüttungsfähigkeit der Schweizerischen Nationalbank sei sehr ungewiss, sie sei sehr variabel und hänge von den Bewegungen der Kapitalmärkte usw. ab und überhaupt handle es sich nicht um eine längerfristig nachhaltige Quelle, dann muss ich Ihnen sagen: Das ist eine für mich nicht nachvollziehbare Behauptung. Wir können uns doch die Erfahrungen der Schweizerischen Nationalbank zunutze machen. Wir können über Jahrzehnte zurückschauen. Das waren stürmische Zeiten auf den Kapitalmärkten. Trotzdem wissen wir, dass die Schweizerische Nationalbank mühelos in der Lage ist, jährlich zweieinhalb bis drei Milliarden Franken an Reingewinn auszuschütten, zur Verfügung zu stellen, ohne damit die eigene Reserveneildung zu vernachlässigen.

Was ich ganz schlecht goutiert habe von Kollegen wie z. B. Gerold Bührer oder auch anderen, ist, dass sie hier nun beginnen, das Loch in der Bundeskasse zu beklagen. Da – Gerold Bührer und Bundesrat Merz – sind Sie nicht glaubwürdig. Sie waren zusammen mit anderen bereit, mit dem Steuerpaket ein doppelt so grosses Loch in die Bundeskasse zu reissen. Da können Sie jetzt nicht kommen und sagen, man müsse zuerst einmal nachweisen, wie man dieses halb so grosse Loch stopfen wolle. Sie hätten der Bundeskasse ein ganz anderes Übel zugefügt. Da glaube ich, diese Argumentation erledigt sich selber. Auch die Kantone sind dank dem Nein zum Steuerpaket in einer viel besseren finanziellen Lage. Sie brauchen weniger Kompensationszahlungen, die Besitzstandswahrung ist hier gegeben, das sollte den Kantonen reichen.

Ich fordere Sie also auf, zweimal Ja zu stimmen, der Initiative und dem Gegenvorschlag zuzustimmen, weil sie hier eine neue, wirksame und zuverlässige Quelle erschliessen, welche die AHV auch auf mittlere Frist, sogar auf längere Frist finanziell gesund hält.

Wandfluh Hansruedi (V, BE): Ich habe gewisse Sympathien für die Anliegen der Volksinitiative «Nationalbankgewinne für

die AHV». Es ist für unsere Generation eine der grossen Herausforderungen, die AHV langfristig zu sichern. Mit der Ablehnung der 11. AHV-Revision durch das Volk am 16. Mai dieses Jahres sind wir dieser Zielsetzung leider nicht näher gekommen – im Gegenteil. Die Frage ist, ob diese Volksinitiative hier eine Alternative für die Sicherung unseres wichtigsten Sozialwerkes darstellt. Meine Einschätzung: leider nein!

So oder so werden wir nicht darum herumkommen, uns die Frage der Anpassung des Rentenalters von Mann und Frau nochmals zu stellen. Insbesondere dürfte die Flexibilisierung des Rentenalters im Vordergrund stehen, was eine Erhöhung des Rentenalters nicht ausschliesst.

Andererseits hilft eine Umlagerung von 50 Prozent der ausgeschütteten Nationalbankgewinne. Das gibt einen Beitrag an die Kosten der AHV, ohne dass die Staatsquote erhöht werden muss. Nachdem das Steuerpaket abgelehnt worden ist, scheint mir dies absolut vertretbar zu sein. Bei Annahme des Steuerpakets hätte meine Analyse etwas anders aussehen können.

Die Fragen, die wir jetzt zu beantworten haben, sind, welcher Betrag an die AHV und welcher Betrag an die Kantone geht und auf welche Art und Weise diese Mittel fliessen, ob direkt in den AHV-Fonds oder über einen Ausgleichsfonds. Der Vorteil der Volksinitiative ist für die Kantone, dass sie einen einigermaßen klar kalkulierbaren Betrag erhalten – teuerungsbereinigt jedes Jahr denselben Betrag –, sofern überhaupt ein Gewinn erwirtschaftet wird. Der Nachteil für die Kantone liegt andererseits darin, dass dieser Geldbetrag deutlich hinter den heutigen Beiträgen zurückliegt. Es stellt sich hier die Frage nach der Taube auf dem Dach oder dem Spatz in der Hand.

Der Hauptvorteil des Gegenvorschlages gegenüber der Initiative besteht darin, dass die Gewinne in einen rechtlich selbstständigen Ausgleichsfonds gehen, der auch eine gewisse Glättung der Ausschüttungen vornimmt. Damit wird der politische Druck auf Ausschüttungen aus Gewinnen der Nationalbank entschärft. Die Unabhängigkeit der Nationalbank bleibt klar erhalten, vor allem auch, weil es die Leitungsgremien der Bank sind, die bestimmen, welche Beträge als Rückstellung in der Buchhaltung bleiben, welcher Gewinn ausgewiesen wird und welcher Gewinn in diesem Sinne ausschüttbar ist.

Ich bitte Sie, die Initiative abzulehnen und den Gegenvorschlag anzunehmen.

Bührer Gerold (RL, SH): Glaubwürdigkeit und Konsequenz sind wichtige Güter in der Politik. Kollegen der bürgerlichen Fraktionen und ich selbst sind der Widersprüchlichkeit bezichtigt worden, weil wir uns für das Steuerpaket eingesetzt hätten und nun bei dieser Vorlage die Einnahmehausfälle bei den Kantonen beklagen würden. Ich halte dazu Folgendes fest:

1. Wir haben immer klar gemacht, dass wir eine steuerliche Attraktivierung brauchen und wollen, nicht um die Einnahmen langfristig zu senken, sondern um das Fundament für die Steuereinnahmen zu stärken. Dass das keine Luftschlösser sind, beweisen Zahlen – ich verzichte auf ihre Erwähnung – zahlreicher Kantone und Länder, die dank gezielter Steuersenkungen den Steuerertrag anheben konnten.

2. Ich halte Folgendes fest: Wenn man schon mit dem Vorwurf der Widersprüchlichkeit hantiert, dann fällt dieser Vorwurf auf jene Kreise selber zurück, denn es waren linke Kreise, die sich bei der Abstimmung vom 16. Mai in den Schutz der Kantone gestellt haben und heute bereit sind, Einnahmehausfälle in der Grössenordnung von je nachdem 0,8 Milliarden Franken für alle Zeiten hinzunehmen. Das, meine ich, ist der Widerspruch.

Maillard Pierre-Yves (S, VD): Monsieur Bührer, dans ce raisonnement que vous venez de faire et qu'on entend très souvent, il y a quelque chose qui m'interpelle. Vous dites que vous avez voulu baisser les impôts pour renforcer l'at-

tractivité économique du pays et, donc, à long terme, garantir les recettes fiscales. Si je vous comprends bien, en baissant les impôts, on garantit qu'à long terme, ils remontent, ce qui nuit à la capacité économique du pays. Monsieur Bührer, est-ce qu'il n'y a pas une limite au raisonnement paradoxal?

Bührer Gerold (RL, SH): Ich bin sehr froh, Herr Maillard. Wir müssen gar nicht lange theoretisieren. Ich gebe Ihnen ein Beispiel, das unterstreicht, was wir meinen und was wir nach wie vor anstreben: Wenn Sie die zwei Jahrzehnte zwischen 1980 und 2000 nehmen, dann werden Sie mir ja Recht geben, dass Deutschland in diesen 20 Jahren das Einkommenssteuerniveau nicht gesenkt hat, sondern sogar leicht erhöht hat. Deutschland hat in diesen 20 Jahren die Einkommenssteuereinnahmen nicht einmal um 100 Prozent steigern können. Grossbritannien hat die Einkommenssteuern signifikant auf das schweizerische Niveau oder tiefer gesenkt und hat in der gleichen Periode die Einnahmen aus der Einkommenssteuer um über 200 Prozent gesteigert. Ich glaube, die Beispiele sprechen eine klare Sprache.

Dormond Béguelin Marlyse (S, VD): L'initiative COSA propose un financement complémentaire intéressant. Elle répond à un souci maintes fois exprimé tant dans les débats sur les 10e et 11e révisions de l'AVS que dans la campagne avant la votation du 16 mai dernier, soit le financement à long terme de l'AVS. Notre pays vit depuis le début des années 1990 une constante suppression du nombre d'emplois. Or, les assurances sociales sont, mis à part l'assurance-maladie, financées par des cotisations en pour cent des salaires. La tendance de cette baisse du nombre d'emplois n'est pas favorable à moyen et long terme au financement des assurances sociales et il est important de trouver des financements complémentaires à celui perçu sur la masse salariale. Ce que propose l'initiative en question, c'est un financement qui est favorable également aux jeunes générations, ainsi qu'à la génération des actifs, puisqu'elle permettrait de se passer pour longtemps d'une augmentation de la cotisation salariale ou, à tout le moins, de la retarder. De ce fait, elle est également favorable aux entreprises. Elle est aussi favorable aux rentiers, en garantissant les rentes sans baisse de prestations. Elle préserve les cantons puisqu'elle leur réserve une part de 1 milliard de francs, adaptée au renchérissement. C'est le montant que les cantons recevaient depuis 1998 jusqu'à l'année 2002.

Je relève que ce montant pourra être adapté à l'augmentation du coût de la vie. Cette mesure est importante afin de préserver une somme qui ne soit pas victime des effets de la conjoncture. Il est tout de même assez intéressant de relever que les cantons ont reçu, au titre de leur participation aux bénéfices de la Banque nationale suisse, des sommes bien inférieures avant 1998: 10 millions de francs par année jusqu'en 1990, 600 millions de 1991 à 1998 et 1 milliard de francs de 1998 à 2002. Il est effectivement prévu des montants supplémentaires, et ceci pour deux raisons: en premier lieu, pour contrer ou, si je reprends les propos de Monsieur le conseiller fédéral Kaspar Villiger devant la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats, pour saboter une initiative très dangereuse pour la droite. C'est d'ailleurs après le dépôt de cette initiative populaire que le Conseil fédéral a augmenté la part que les cantons devaient recevoir. En second lieu pour compenser en partie les effets du paquet fiscal qui a été rejeté par le peuple le 16 mai. Vu le résultat de ces votations, les cantons ne seront donc pas privés de recettes importantes liées à ce paquet.

Non, Monsieur Parmelin, les socialistes n'oublient pas les cantons, je viens de le dire, et ils sont tout à fait cohérents par rapport à leur campagne en vue des votations du 16 mai. Ils ont toujours dit dans les débats que le financement de l'AVS serait garanti en partie par les dispositions de l'initiative «Bénéfices de la Banque nationale pour l'AVS» lancée par le Comité pour la sécurité de l'AVS (COSA).

Cette initiative, contrairement à ce qui a été dit, ne grève pas de manière insupportable la situation des cantons. D'ail-

leurs, on peut constater que certains d'entre eux utilisent les rentrées supplémentaires à des baisses d'impôts qui ne servent pas les personnes qui en auraient le plus besoin. Aucune initiative populaire fédérale n'est parfaite, c'est clair, mais celle-ci apporte beaucoup d'améliorations pour une majeure partie de la population et elle permet le financement à long terme de l'assurance sociale la plus importante de toutes celles que notre pays connaît.

Aussi, je vous recommande d'accepter cette initiative ou, à tout le moins, d'accepter le contre-projet qui vous est proposé par la majorité de la commission.

Bortoluzzi Toni (V, ZH): Ich mache seit Jahren auf die unbefriedigenden Finanzierungsabläufe bei den Sozialversicherungen und besonders bei der AHV aufmerksam. Herr Bundesrat Merz hat vorhin die Schwächung des Bundeshaushaltes durch die Initiative und den Gegenvorschlag und die Einengung des finanzpolitischen Handlungsspielraums beklagt. Eine Schwächung des Haushaltes wird auch durch intransparente Abläufe verursacht, Herr Bundesrat. Die Sanierung des Haushaltes hat unter anderem dadurch zu erfolgen, dass Voraussetzungen geschaffen werden, welche sichtbar machen, wofür die Mittel gebraucht werden. Man kann nicht unter dem Titel «Finanzierung der Sozialversicherungen» durch die Hintertür den Bundeshaushalt sanieren, wie man es beispielsweise bei der Mehrwertsteuervorlage am 16. Mai versucht hat. Solche Vorlagen sind auch in Zukunft abzulehnen.

Die Beiträge des Bundes an die Sozialversicherungen sind – was die IV und die AHV betrifft – seit einigen Jahrzehnten unverändert geblieben, von ganz kleinen Korrekturen abgesehen. Hinzugekommen ist die Krankenversicherung, die Prämienvorbereitung. Seit Jahren ist aber zulasten der Sozialversicherungen die Bundeskasse begünstigt worden. Ich erinnere an die Tabaksteuern. Nicht wahr, da sagt man immer: Das ist dann für die AHV. Der Bund hat damit 900 Millionen Franken mehr eingenommen. Die AHV-Kasse hat davon keinen Franken gesehen, das ist die Realität. Seit 1999 wird ein Mehrwertsteuerprozent erhoben, das zu einem Teil in die Bundeskasse abgezweigt wird, ohne dass man der Bevölkerung etwas davon gesagt hat. Aufgrund dieser Finanzpolitik hege ich für die Initiative grosse Sympathien.

Vom Vorwurf der wenig glaubwürdigen Finanzpolitik sind auch die Kantone nicht auszunehmen. Ich erinnere an die Solidaritätsstiftung; Kollege Schluer hat das in seinen Ausführungen angeführt. Die laufenden ausserordentlichen Ausschüttungen der Nationalbank werden in den Kantonen vor allem für die Befriedigung des Konsums verwendet und nicht etwa zur Schuldentilgung, wie wir es wünschen würden.

Die Verwendung der Erträge von Volksvermögen für die Vorsorge, wie sie die Initiative und der Gegenvorschlag vorsehen, ist eigentlich das Natürlichste der Welt. Wir haben ein Problem in der Vorsorgepolitik. Es gibt wissenschaftliche Untersuchungen, die IDA-Fiso-Berichte, welche aufzeigen, dass bei den Sozialversicherungen ein Bedarf in grossem Ausmass da ist. Dies wird als eines der wesentlichsten Probleme der Zukunft angesehen und auch anerkannt. Es geht nicht nur um die AHV. Es geht um die Herausforderung, wie die Vorsorge in der Zukunft im Grundversicherungsbereich aussehen soll. In die Überlegungen ist die Invalidenversicherung einzubeziehen, und es ist auch das Gesundheitswesen einzubeziehen mit der Langzeitpflege, die in den nächsten Jahren eine wachsende Herausforderung sein wird.

Man spricht hier von nachhaltigen Lösungen der Sozialversicherungsprobleme. Nachhaltig, Herr Bührer, was heisst das bei den Sozialversicherungen? In den nächsten 20 Jahren würden Sie mit einer nachhaltigen Lösung 6 bis 7 Mehrwertsteuerprozente beantragen müssen, um den Bedarf der Leistungen, die wir heute bezahlen, zu decken. Das ist die nachhaltige Botschaft. Es ist doch aber illusorisch, zu glauben, man könne Massnahmen treffen, die zu einem so genannten nachhaltigen Resultat führen. Das wären letztlich Steuern auf Vorrat, und das funktioniert meines Erachtens nicht.

Es gibt nur die Politik der kleinen Schritte, einmal auf der Leistungsseite, wenn Korrekturen angesagt sind. Ich spreche mich für Korrekturen auf der Leistungsseite aus. Aber auch auf der Finanzierungsseite sind es die kleinen Schritte, und jeder kleine Schritt ist ein Beitrag, die unausweichlichen und prioritären Probleme der Sozialversicherungen – das sind prioritäre Probleme! – lösen zu helfen.

Solange nicht abschliessende Entscheide über die Verwendung der Goldreserven, wie der Bundesbeschluss 1 sie vorsieht, vorliegen, werde ich persönlich den Gegenvorschlag zur Annahme empfehlen, aber mir auch offen lassen, die Initiative zu unterstützen.

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 12.30 Uhr
La séance est levée à 12 h 30